

# DENONCIATION DES ACTES D'ASSERVISSEMENT DU KATANGA ET DES KATANGAIS.

Nous, signataires de la présente dénonciation, avons pris la décision d'éveiller la conscience Katangaise, d'informer l'opinion nationale Congolaise et d'alerter la communauté internationale sur le profond ras-le-bol provoqué par des actes d'asservissement systématiques perpétrés ces dernières années dans les quatre provinces du Katanga (Haut Katanga, Haut Lomami, Lualaba et Tanganyika).

Le Katanga, qui a toujours joué un rôle déterminant à travers différentes époques de l'histoire de notre pays, en tant que poumon économique de la République Démocratique du Congo (RDC), subit paradoxalement aujourd'hui, des assauts de tous ordres, bien orchestrés et coordonnés, visiblement bien conçus et planifiés pour entraîner progressivement son inéluctable décadence.

Alors que l'alternance pacifique et civilisée du pouvoir, la première de l'histoire de notre démocratie, avait suscité un immense espoir au sein de la nation et une admiration mondiale ; l'éclatement de la coalition FCC-CASH a marqué le début d'un chapitre noir dans l'histoire du Katanga et des Katangais. En effet, les Katangais, qui pensaient légitimement tirer une gloire légendaire de cette passation historique du pouvoir, guidé par l'un des leurs, le valeureux Raïs Joseph KABILA KABANGE, ont très vite réalisé l'ampleur du piège tendu à leur insu. Ce qui semblait être une victoire pour la RDC et le Katanga se révèle aujourd'hui comme un affreux leurre, dont les conséquences dévastatrices ne font que se dévoiler chaque jour.

Venons-en, aux actes et aux dérives qui illustrent l'enfer dans lequel le Katanga et les Katangais sont plongés aujourd'hui :

## **I. L'exode sauvage vers le Katanga.**

Depuis quelques années, nous assistons à un exode massif, conçu et coordonné, des centaines des milliers des personnes en provenance des provinces de l'espace Kasai vers le Katanga. Cet exode prend rapidement les proportions d'une invasion massive, avec des arrivées incontrôlées et des installations anarchiques dans nos villes et villages, tant urbains que ruraux. Ces milliers de compatriotes, qui voyagent par train, camion ou encore à pieds, viennent en conquérants, et imposent leurs pratiques souvent pervers, perturbant gravement le vivre ensemble.

Pire encore, leur présence s'accompagne d'une montée inquiétante de l'insécurité, marqué par une recrudescence des crimes : assassinats gratuits, viols, vols et autres formes de violences, dont les Katangais sont les principales cibles. Les meurtres perpétrés suivent des méthodes d'une cruauté sans précédent. A titre illustratif, le journaliste Patrick Adonis NUMBI a été sauvagement tué à coups de machette le 07 janvier 2025. De même, le prophète Jérémie Doxa Monga Lenge et l'artiste musicien Fathy Matador ont subi le même sort tragique avant de rendre leur dernier souffle. Ces drames, parmi tant d'autres, aurait dû sonner l'alerte auprès des autorités et les inciter à prendre des mesures pour réguler les mouvements migratoires. Mais, hélas, aucune réaction digne de ce nom n'a suivi.

## II. L'insécurité et la criminalité endémiques

Les grandes villes et territoires du Katanga : Lubumbashi, Kolwezi, Likasi, Kamina, Pweto, Kilwa, Fungurume, Luilu, Kipushi et Kasumbalesa sont devenues des sanctuaires du crime et de l'insécurité. Chaque nuit, la psychose palpable s'empare de la population, et chaque matin, le constat est accablant : des corps sans vie jonchent les rues, les caniveaux ou gisent devant des maisons dans plusieurs quartiers. Des citoyens paisibles sont sauvagement tués à l'arme à feu, à la machette ou par toute autre arme blanche, et parfois, même par lapidation.

Il est insupportable de constater que le régime en place, censé garantir la sécurité, reste impuissant face à cette spirale de violence. Cette incapacité flagrante semble dévoiler une complicité tacite et planifiée.

La situation à Kasumbalesa est particulièrement tragique et ne saurait être exagérée : la ville est régentée par une milice tribale qui s'y est installée depuis l'avènement du nouveau régime. Cette milice, surnommée « Forces du progrès » est une branche paramilitaire du parti politique au pouvoir, l'UDPS. Elle règne en maître, défiant ouvertement toutes les institutions publiques. Ses membres, indistinctement vêtus d'uniformes militaires ou tenues estampillées des insignes « B.S.U » (Brigade Spéciale de l'UDPS, Forces du Progrès), s'adonnent sans vergogne à des arrestations arbitraires, des détentions illégales et toutes sortes de tortures. Pire encore, elle a instauré des zones de non droit, à l'image du site communément appelé Bilanga, où elle exerce un rôle de douane parallèle. Dans les villages et cités aux alentours de Kasumbalesa, la situation est tout aussi alarmante : les membres de cette milice exigent des chefs coutumiers, détenteurs du pouvoir ancestral, qu'ils prêtent allégeance à leur chef, devenu député après les élections chaotiques de 2023, l'honorable Tshiswaka. Le mépris à l'égard des autochtones est flagrant, se traduisant par des humiliations et des intimidations systématiques.

Un autre phénomène inquiétant est le déploiement des militaires et policiers récemment recrutés dans le Grand Kasai, anciens membres de la milice Kamuina Nsapu, tristement célèbre. Leur mission semble être de raviver la psychose dans les zones ayant connu des violences intercommunautaires en 1992, semant ainsi la terreur et la vengeance parmi les populations locales. Cette politique de terreur est également renforcée par le risque immédiat de poursuites judiciaires, comme en témoigne l'affaire récente de Seth Kikuni, candidat malheureux aux élections présidentielles de décembre 2023, dont la dénonciation de cet état de faits a été lourdement sanctionnée.

Le Katanga, dans l'histoire, restera indissociable de l'actuel régime et des assassinats politiques, ainsi que des crimes ignobles qui ont endeuillé nos communautés.

Parmi les victimes, nous pouvons citer à titre d'exemples tragiques :

Le Général Timothée Mukunto, le Général Ngoyi Kazimoto, le Col Alain Nawej Yav,

Et la liste des Katangais abattus sans raison par les forces de l'ordre et de la défense est longue, une véritable hécatombe qui ne doit pas être oubliée. Pour rappel et mémoire :

- Le 28 mars 2020, massacre des Jeunes Marcheurs Pacifiques Katangais à Lubumbashi, Likasi, Fungurume, Mitwaba, Kasumbalesa et Pweto, dans cette dernière cité, les mamans katangaises ont subi des actes d'humiliations et de violence sexuelle ;
- Le 27 septembre 2020, massacre des jeunes Katangais à Lubumbashi, Kasumbalesa et Bungubungu ;
- Le 14 février 2021, massacre des Jeunes Katangais à Kimbembe, principalement dans les quartiers Congo et Radem ;

*H*

*S*

*F*

*W*

- Le 27 avril 2021, massacre des Katangais et des étudiants à la Rwashi ;
  - Le 13 août 2022, massacre à Kolwezi lors de l'opération du recrutement forcé des jeunes pour le projet Kanyama Kasese ;
  - Le 23 mars 2023, massacre des Jeunes Katangais du parti UNAFEC à Kilobelobe, commune Kapemba et à la Rwashi dont la liste non exhaustive ci-dessous :
1. Monsieur William Ngoy.
  2. Nyembo Lodrick,
  3. Muyumba Norbert,
  4. Ngoy Karikubu Wadilwe,
  5. Lusanga Tambwe,
  6. Muyamba Jenovick,
  7. Majita,
  8. Kabari Romain,
  9. Kamwangu Kabashi,
  10. Banza Lenge Samy,
  11. Ilunga Daniel,
  12. Kalota Jean,
  13. Kabangu Mutombo,
  14. Samy Tetu,
  15. Kayinda Ilunga Gelord,
  16. Tshibangu Genovick Matthieu,
  17. Ebondo Kyungu Patrick,
  18. Kabongo Ema,
  19. Mbaya Kalondji,
  20. Mbayo Jules.
  21. Mijibu Lilolo,
  22. Ilunga Gloire,
  23. Mbuyi Shadrac,
  24. Mwala Alain,
  25. Kapend Gloire,
  26. Tambwe Enoc,
  27. Kasholu Amisi,
  28. Mwamba Ilunga,
  29. Ngoy Kasonge Francois,
  30. Kabeya Mwamba,
  31. Katoka Justin,
  32. Lenge Ndayi Samy,
  33. Nkulu Vincent,
  34. Senga Tambwe,
  35. Kazadi Kyungu,
  36. Tshomba Ken,
  37. Kisimba Mwamba Ben,
  38. Tshisola Mujinga,
  39. Mwamba Lubangula,
  40. Kainda Ilunga Guelord,
  41. Kasanula Emmanuel,
  42. Nday Nyembo Patient,
  43. Mbaya Kalungu Justin,
  44. Kabalu Mwala Romain,

- Le 15 août 2024, massacre des Katangais fidèles de l'église traditionnelle Mbidi Kiluwe à Kilwa ;
- Le 26 août 2024, massacre des Jeunes Katangais artisanaux dans la cité de Luilu à Kolwezi ;

### **III. Des officiers et des civils arrêtés et mis en prison sans procès**

#### **A. Ceux détenus dans des lieux secrets à Kinshasa**

1. Pasteur Daniel Ngoy Mulunda Nyanga,
2. Marius Lumande,
3. Kafutshi Tshetshe,
4. Patrick Masengo,
5. Espoir Kitengu,
6. Alain Kaponda,

#### **B. Les Militaires à la prison de Ndolo**

7. Général Philemon Yav Irung,
8. Général John Mulongo Dibwe,
9. Général Zelwa Katanga Djadjidja,
10. Général Ilunga Kampete,
11. Col Lievin Muyumba,
12. Col Inabanza,
13. Col Jeanpy Yav Kapend,
14. Col Christian Ngoy,
15. Col Kisu,
16. Col Kasongo Robert,
17. Col Ilunga Edouard,
18. Col Nkula Yakabwe Simon,
19. Col Kabwe Mbuyu Hercule,
20. Col Tshinkala Ilunga,
21. Col Kongolo,
22. Cap Banza Kasongo Damas,
23. Cap Kadind Deka,
24. Cap Ngwej Peter Torsh,
25. Cap Mwila Mobati Roger,
26. Lt Kalunga Alphonse,
27. Lt Mwanza Kasongo,
28. Adj/chef Mumba Kyaba,
29. Adj/chef Eric Kibumba Banza,
30. Adj/chef Banza Mujinga Faustin,
31. Adj Nkulu Kibumba,
32. Adj Ngoy Biakushala,
33. Adj Mwamuyombo Ngongo
34. Sergent Chiputa Kahilu Alphonse

### ***C. Les détenus à la prison de Makala***

35. Igor Muteb Sakauminin
36. David Ilunga Shimbi,
37. Mike Kabongo Kafwemambo,
38. Mbumb Swan Stany,
39. Enock Kapenda Musweka,
40. Amisi Bilambo,
41. Yannick Kafumwe Ngoy,
42. Kitenge Ngoy Pierre,
43. Nday Kazadi Tonton,
44. Ngoy wa Musonda Tshama,
45. Nkulu Kasukunga,
46. Ngoy Kalala Francois,
47. Ngombe wa Kabala Elias,
48. Mbuya Katwa Bilonda,
49. Lenge Bin Celestin,
50. Kashal Nawej Christian,
51. Kadind Moise DK
52. Mbuyu Tshikunga Alain,
53. Kahilu Tshibwila,
54. Mashata Kayembe Sylvain,
55. Dilema Kapenda honoré,
56. Tahiputu Kahilu Alphonse,
57. Tanga Kangome Matthieu,
58. Prof Willy Kaboba,
59. Dilema Kapenda Honoré
60. Mansong Tshov Martin,
61. Yves Kayumba Bulabula,
62. Ngoy Mulongo Emile,
63. Kasongo Kazadi Désiré,
64. Ilunga Fwamba Jacques,
65. Kilumba Lubeba Célestin,
66. Nghonga Abelo Joey Manix
67. Mulopwe Makasa Jacques,

### ***D. Les détenus à la prison de Kassapa***

68. John Mbangu,
69. Nkula Yakabwe Simon,
70. Kabwe Mbuyu Hercule,

## **IV. Des notables Katangais en exil.**

Les Katangais n'ont pas encore pleinement conscience de l'ampleur du drame de l'exil qui a été imposé à une majorité de leurs notables. Ceux qui ont osé exprimer une voix dissidente et refusé de se soumettre aveuglement aux prédateurs au pouvoir ont été systématiquement menacés, persécutés et victimes de l'arbitraire. La plupart ont été contraint de fuir leur propre pays, vivant ainsi dans la douleur de l'exil.

Le cas le plus emblématique est celui du pasteur Daniel Ngoy Mulunda Nyanga ; arrêté, condamné, emprisonné, puis libéré avant d'être forcé à l'exil en Zambie sous statut de réfugié (HCR). Son calvaire ne s'est pas arrêté là : en violation flagrante des lois internationales régissant le statut des réfugiés, il a été enlevé, torturé et ramené à Kinshasa où il est détenu dans un lieu secret, privé de toutes visites, qu'il s'agisse de sa famille ou de ses avocats.

Nous ne manquerons pas de dénoncer la complicité honteuse de la Zambie, pays membre de la SADC, avec le pouvoir de Kinshasa. Nous déplorons de nombreux cas d'enlèvements des compatriotes Congolais, principalement Katangais, ayant le statut de réfugié, suivis de tortures et d'autres formes de violences inacceptables. Certains de ces enlèvements ont même entraînés des disparitions de personnes. Ces actes criminels sont perpétrés par les services de sécurité militaires de la RDC, en étroite collaboration avec les autorités Zambiennes.

Le cas de l'honorable Moïse Katumbi Chapwe, un autre Katangais valeureux et candidat aux élections présidentielles de décembre 2023, est également saisissant : menacé, calomnié et contraint à l'exil pour l'empêcher de remplir son rôle de principal opposant.

Dans ce même contexte d'exil, il est crucial d'évoquer le cas de l'ancien Président de la République et Sénateur à vie, son Excellence Joseph KABILA KABANGE. Contraint de prolonger son séjour à l'étranger pour des raisons d'études, il a enduré pendant six longues années de son silence des humiliations inqualifiables auxquelles le peuple Congolais a été témoin.

Voici quelques-uns de nos compatriotes Katangais actuellement en exil, classés par provinces d'origine :

\* Pour la Province du Haut Katanga

1. Moïse Katumbi Chapwe
2. Madame Lauriane Kunda Mwewa
3. Madame Wivine Mumba Matipa

\* Pour la Province du Haut-Lomami

1. Général John Numbi Ntambo
2. Monsieur Matthieu Kasunka wa Banza
3. Monsieur Félix Kabange Numbi Mukwampa
4. Monsieur Théophile Mbayo Kifintwe
5. Monsieur Edouard Wangoie
6. Monsieur Nelson Tshikala Ngoy
7. Monsieur Michael Sakombi

\* Pour la Province du Lualaba.

1. Le Gouverneur Richard Muyej Mangeze
2. Prof Henri Mova Sakanyi
3. Monsieur Paulin Katshongo Mbavu
4. Madame Louise Ilunga Mweleshi
5. Monsieur Ady Ntambwe a Nawezi
6. Monsieur Patrick Kakwata Nguza
7. Monsieur Infrapa Sébastien

F

S

K

N

\* Pour la Province du Tanganika

1. Prof Sylvestre Ilunga Ilunkamba
2. Gouverneur Zoé Kabila Mwanza Mbala
3. Monsieur Alexandre Luba Ntambo
4. Prof Félix Momat Kitenge
5. Hon. Augustin Kahozi Bin Malisawa
6. Hon Lilianne Ngoyi Many
7. Vice-Ministre Honoraire Papy Pungu Lwamba
8. Monsieur Théodore Mugalu wa Mainga
9. Monsieur Pascal Nyembo
10. Madame Francine Muyumba
11. Monsieur Hervé Diakiese Kyungu
12. Monsieur Martin Chamuleso
13. Monsieur Ali Bin Omari.
14. Monsieur Germain Mutangala

Notons également la présence des Katangais frustrés et engagés dans la révolution :

1. Adam Chalwe Mukuntu
2. Yannick Tshisola Kwasa Mukwenu
3. Fanny Kaj Kayemb
4. Lwandand Mukeng

## **V. Pillage des ressources du Katanga**

La stratégie délibérée visant à vider le Katanga de sa richesse économique se manifeste par la privation et l'expropriation systématique de ses ressources au profit exclusif des familles politique, biologique et culturelle de Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo. Depuis 7 ans, les richesses du Katanga, notamment dans les provinces du Lualaba, du Haut-Katanga et du Tanganyika, sont délibérément et systématiquement pillées. Les carrés miniers et les gisements de minerais sont désormais sous le contrôle exclusif des membres de la famille présidentielle et des dignitaires du régime. Dans les entreprises minières, quelles soient publiques et privées, les marchés liés aux approvisionnements, aux services, au transport, ainsi que tout contrat de sous-traitance, sont systématiquement attribués au clan présidentiel, aux proches du régime et aux dirigeants du parti UDPS. Le slogan « pouvoir eza ya biso baluba... bokanga minoko na bino » n'est seulement une rhétorique ; il est bel et bien appliqué.

Les membres de la famille présidentielle et leurs alliés intimident et menacent les propriétaires des concessions privées pour les contraindre à céder leurs terres. Ces concessions sont ensuite récupérées à des prix dérisoires et exploitées par des opérateurs étrangers, souvent chinois ou libanais, sans titre ni droit, au nom de l'imperium ou la volonté du prince. De plus, ces prédateurs ont envahi et pris le contrôle des remblais appartenant à certaines entreprises publiques dont la Gécamines et la SODIMICO afin de les exploiter à des fins personnelles. Cette prise de pouvoir anarchique s'étend même aux zones proches de Shinkolobwe, site interdit abritant le gisement d'Uranium.

Toutes ces concessions confisquées, jadis propriété des entreprises publiques et des sociétés privées, sont étroitement sécurisées par la garde républicaine, et parfois même par des membres de la milice des « forces du progrès ».

Pour accompagner et encadrer ce système de prédation, la maison civile du chef de l'État a implanté des antennes permanentes dans les deux provinces minières du Lualaba et du Haut-Katanga.

L'un des scandales les plus flagrant est celui des jets privés, régulièrement en circulation entre Kolwezi, Lubumbashi et Kinshasa, transportant des colis contenant des millions de dollars. Ces vols sont souvent accompagnés par les gouverneurs Fifi Masuka Saini de la province du Lualaba et Jacques Kyabula Katwe de la province du Haut Katanga, qui les organisent pour alimenter en cash le Président de la République et sa famille. Ces gouverneurs, ainsi qu'une poignée de dignitaires Katangais proche du régime Tshisekedi, ont malheureusement choisi d'endosser le rôle dégradant d'esclaves de la famille présidentielle, dans l'espoir de bénéficier des faveurs du régime. Par ce comportement, ils ruinent à la fois l'honneur de leur province d'origine et la dignité du Katanga et Katangais.

## **VI. Katanga, l'heure de la résistance contre le fléau de la prédation**

Chers sœurs et frères, Katangaises et Katangais,

Ce message est un appel solennel à la résistance ; Le Katangais valeureux doit se lever, refuser d'être réduit à l'esclavage et ne pas céder face à la menace, quel que soit son ampleur. L'histoire nous jugera sévèrement si nous abandonnons l'héritage de nos enfants entre les griffes des rapaces.

Réveillons-nous, unissons nos forces : il est de notre devoir de redorer l'image du Katanga, de protéger son patrimoine et de redynamiser son rôle dans le programme de développement de notre cher pays, la République Démocratique du Congo.

Le Katanga mérite une gouvernance plus noble et plus rationnelle. Nous devons nous engager résolument dans tout action visant à mettre fin à la culture de prédation et promouvoir les vertus républicaines. Ainsi, nous redonnerons au Congo la place qu'il mérite tant au sein de notre continent, qu'à l'échèle internationale.

Levons-nous, car cette démarche nous concerne tous.

Vive le Katanga avec ses quatre provinces, vive la République Démocratique du Congo

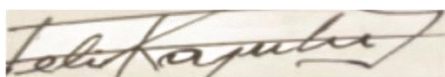
Fait ce 16/02/2025

**Pour le Haut-Katanga**

Patrick MWELWA MULIMBA

**Pour le Lualaba**

Professeur Félix ULOMBE KAPUTU



**Pour le Haut-Lomami**

Félix KABANGE NUMBLI MUKWAMPA

**Pour le Tanganyika**

Augustin KAHOZI BIN MALISAWA

